

Alexander De Croo

«On n'est pas au jardin d'enfants, Di Rupo devrait assumer ce que son gouvernement a fait»

EXPRESS

«Penser que j'allais aller au Congo sans parler des droits de l'homme, c'est bizarre. Ce que je dis à Bruxelles, je le dis à Kinshasa aussi, ça n'a pas posé de problème.»

«Le prochain contrôle budgétaire ne m'effraie pas: il y a moyens de couper davantage dans les dépenses publiques. Avant de voir quels impôts on veut monter, moi je veux d'abord qu'on me dise ce qui va baisser. C'est ça, la bonne séquence.»

«Je veux bien discuter d'une réallocation pour les besoins de sécurité. Mais qu'on ne me dise pas qu'il y a trop de policiers en Belgique, c'est faux.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Il est revenu sur le sol belge depuis deux petites heures, ce jeudi matin. Le vice-Premier ministre Alexander De Croo a terminé sa première visite en République démocratique du Congo. Avec sa casquette de chef de la Coopération au développement. Et il est songeur: «Aujourd'hui, 80% de la population congolaise est dans la précarité extrême, 95% de la population travaille dans l'économie informelle. Et le job le plus risqué, c'est d'être maman, le risque de perdre la vie est de 0,8% à chaque naissance. Chaque femme a 6,6 enfants, donc le risque de mourir en accouchant est de 1/18», dit-il en guise de préambule.

Voulez-vous dire que les femmes congolaises doivent faire moins d'enfants?

Mais tous les 35 ans, la population du pays double. C'est intenable, notamment au niveau des soins de santé. La Belgique donne environ 100 millions d'euros par an au Congo. On sait que la seule manière de faire progresser le pays, c'est de travailler au développement économique au plus près des gens. On voit d'ailleurs que pour ce qu'on fait avec des associations locales, des ONG, la société civile, les résultats sont assez bons en termes de coopération. Au plus on est loin du niveau central et de l'autorité publique, au mieux cela fonctionne...

Vous avez tenu un langage très fort sur le non-respect des droits humains par les autorités congolaises lors d'une réception à Kinshasa...

Si on veut améliorer la situation économique des gens, cela va de pair avec une amélioration de la situation de respect des droits de l'homme. Il faut une presse libre, il faut de la liberté d'expression, il faut un espace politique avec une opposition qui est respectée. Et ce que je dis ici, je le dis donc là-bas aussi.

Mais qu'avez-vous dit exactement en fait? Qu'il faut des progrès. Parce qu'on a vu comme le gouvernement congolais a essayé de changer la constitution...

...Pour permettre à l'actuel président Joseph Kabila de se présenter une troisième fois à l'élection en 2016?

En changeant la constitution, ce serait effectivement plus facile pour Kabila de se présenter une nouvelle fois. Mais ça n'a pas fonctionné malgré les différentes tentatives. Il faut savoir qu'il y a eu des manifestations récemment et que cela s'est soldé par 40 morts, parce que la police a tiré dans tous les sens. L'Internet a été coupé pendant deux semaines, des personnes ont été emprisonnées de manière arbitraire. Donc, oui, il y a une inquiétude, notamment par rapport aux 18 mois qui doivent mener aux élections en novembre 2016. Qu'il y ait une date fixée pour les élections, c'est une bonne chose, par contre.

Mais en mettant les Congolais au pied du mur comme vous l'avez fait, n'avez-vous pas imité la tactique peu constructive de Karel De Gucht?

Je dis les choses au Congo, je dis exactement pareil au Rwanda et au Burundi. Au Rwanda, j'ai dit que la Belgique ne donnerait pas les crédits de la coopération parce qu'une série de mesures du gouvernement vont contre les droits d'expression. Donc, croire que je vais aller au Congo sans rien dire sur les droits humains, c'est bizarre. En fait, cela fait surtout une histoire en Belgique. J'ai rencontré 8 ministres congolais et le président congolais, j'ai tenu le même discours, et personne n'a fait référence à ce qui est paru dans un journal en Belgique.

La corruption, c'est un fléau au Congo?

Le Congo est dernier dans les classements internationaux portant sur le climat des affaires. Aujourd'hui, on ne sait pas attirer des investisseurs internationaux au Congo. Beaucoup d'investisseurs internationaux sont des acteurs qui étaient déjà là il y a très longtemps et qui y restent souvent pour des raisons essentiellement sentimentales. Ma profonde conviction, c'est que la croissance doit venir de l'entrepreneuriat congolais.

Le MR Serge Kubla est poursuivi par la justice pour une affaire de corruption liée au Congo. Son avocat dit que c'est normal, que tout fonctionne comme ça au Congo. Est-ce exact?

Je ne connais pas le dossier, la justice fait son travail.

Alors, retour en Belgique. Pendant votre absence, il y a eu une énième polémique entre la N-VA et le CD&V au sein de votre coalition gouvernementale. Et le VLD ne dit jamais rien...

Mais si on ne dit rien, c'est parce que tant au MR qu'au VLD, nous nous sentons très à

l'aise dans ce gouvernement. La politique menée est libérale, le Premier ministre est libéral et de nombreux ministres sont des libéraux. Alors, ne serait-ce pas mieux que certains éléments soient discutés en interne? La réponse est oui. Mais je ne suis pas le beau-père de ce gouvernement.

Vous en êtes le vice-Premier ministre...

Oui. Donc, je demande que les débats se fassent en interne.

Ces tensions constantes entre CD&V et N-VA, c'est un petit jeu, alors?

Mais il y a toujours des tensions dans une coalition. Ce n'est pas parce qu'on est dans le même gouvernement qu'on devient des clones les uns des autres. Mais je pense que c'est temporaire. On se cherche un peu, mais ça va passer.

Mais l'instabilité du gouvernement vient du côté flamand et pas du MR francophone...

Oui. Et si on regarde du côté francophone, c'est surtout l'opposition qui a du mal en Wallonie.

Que voulez-vous dire?

Que le Parti socialiste connaît pas mal de problèmes. Je vois les sondages qui sont fortement à la baisse pour eux. Le MR a l'air assez serein, nous aussi. Et ça tient aussi au fait qu'on a fait beaucoup de procès d'intention à ce gouvernement. On a dit que ce serait l'enfer social et on voit que les partenaires sociaux sont finalement raisonnables et avancent avec nous.

Pas tous. La FGTB refuse...

Ceux qui sont de bonne foi avancent avec nous. Il y a aussi des syndicats de bonne foi.

Les libéraux et la CSC?

Oui. Nous, on veut que les gens qui travaillent puissent disposer de plus d'argent. C'est simple. On l'a dit, on le fait. On va travailler dans le même sens pour le tax shift.

Comment ça?

J'entends beaucoup parler de ce qu'on veut augmenter comme taxes, je le dis très simplement, nous voulons d'abord discuter des impôts qu'on va diminuer. C'est cela, la bonne séquence. Qu'on me dise d'abord ce qui va baisser. C'est la taxation sur le travail et l'impôt sur les personnes physiques.

Vos collègues de la N-VA veulent augmenter la TVA: est-ce une piste acceptable pour vous?

Moi, je veux d'abord voir ce qui va baisser. C'est clair. En Belgique, la taxation reste très élevée, il faudra la baisser. Le niveau global est trop élevé. L'équation est très simple: l'autorité publique dépense trop; si on veut diminuer la taxation, on doit encore diminuer les dépenses. C'est la priorité.

Mais on est à l'os au niveau des dépenses... Non. Je veux bien entendre que des glisse-

ments doivent être opérés dans les domaines régalien et pour la sécurité.

Mais vous avez trop fait d'économies dans ces domaines-là et maintenant vous devez faire demi-tour...

Non. Il faut mettre les bonnes priorités. Allez: si on regarde le nombre de policiers par habitant que compte la Belgique, on arrive à un chiffre beaucoup plus élevé que dans les pays voisins. C'est limpide: on est au top européen. Le problème est différent: nos policiers ne sont pas assez dans la rue et sont monopolisés par des tâches administratives et la paperasserie. C'est corriger cela que nous devons faire, et peut-être réallouer vers d'autres forces antiterroristes, etc. Il y a un travail de fond à effectuer, c'est aussi dans les plans de Jan Jambon. Qu'on ne vienne pas me dire qu'on n'a pas assez de policiers en Belgique.

Le contrôle budgétaire qui arrive vous effraie-t-il?

Non. D'abord parce qu'il y a longtemps qu'on n'a pas eu un rapport aussi positif de la part de la Commission européenne sur notre situation budgétaire...

Mais ce travail avait été entamé par Elio Di Rupo...

C'est vrai, on avait fait le premier pas, on a enchaîné aujourd'hui. On est sur la bonne voie budgétaire et on doit le rester. On doit économiser. Faut-il un peu réallouer pour les fonctions régaliennes? Je suis ouvert.

Le patrimoine devra-t-il oui ou non contribuer à l'effort?

Moi, ma bible, c'est l'accord gouvernemental.

Il n'est pas très clair en la matière, justement...

Si, il dit qu'on va explorer les pistes fiscales en matière environnementale, consommation et capital.

Parce que vous ne faites pas grand-chose sur le capital, là...

Si, on fait. Mais c'est vrai aussi que sous Di Rupo on avait fait beaucoup sur le capital. J'étais dans ce gouvernement et je le défends. Je vais vous dire quelque chose: moi, quand je suis dans une équipe, j'assume ce que j'ai fait. Je constate que ce n'est pas la même chose chez Di Rupo. Je l'entends dire: «ce qu'on a fait dans les allocations d'insertion, en fait, je me suis trompé...». C'est quoi, ça? Je trouve ça dommage. Quand on est responsable, on assume, il faut quand même être un peu sérieux. On n'est pas au jardin d'enfants.

Passer son temps à dire c'est la faute d'untel ou d'untel, c'est un peu facile. Ou bien on assume ses décisions ou bien on ne monte pas dans un gouvernement, il faut quand même arrêter de jouer à ça et d'exagérer sans arrêt.